

Le 24 mars

ON MANIFESTE !

Pour nos retraites, notre Sécurité sociale, nos services publics !

Nous subissons de plein fouet les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie, de l'alimentation. **Le niveau des retraites, ainsi que les salaires, les aides et allocations continuent de stagner se traduisant par une baisse du pouvoir d'achat au regard de l'inflation du coût de la vie pour toutes et tous.**

Dans le même temps, les actionnaires voient leurs dividendes exploser, les patrons du CAC 40 « sabrent le champagne ». La fortune des milliardaires en France a augmenté de 86 % avec 263 milliards d'euros supplémentaires engrangés en 19 mois de pandémie.

Les syndicats de retraités UFR Métallurgie CGT appellent les retraités à exprimer leurs attentes et revendications en participant aux manifestations prévues en région le 24 mars prochain !

La manifestation unitaire du 2 décembre 2021 à Paris avec la présence de plus de 25 000 retraités donne confiance sur notre capacité à nous faire entendre par le gouvernement et patronat qui veulent nous faire taire au non de l'unité nationale face à la crise en Ukraine comme le réclame le Medef.

En effet, face à la guerre qui frappe le peuple Ukrainien, la CGT considère que gagner la paix et la justice sociale marche ensemble. Dans ce sens, les exigences revendicatives et les mobilisations restent une priorité. Cela est d'autant plus vrai au regard de l'inflation actuelle et des conséquences sociales et économiques engendrées par ce conflit et des sanctions prises par l'UE envers la Russie.

Nous devons continuer sans relâche notre mobilisation unitaire pour gagner :

- Des augmentations de retraites au niveau minimum de l'inflation,
- Retrouver une Sécurité sociale intégrale financée par des cotisations sociales,
- Conquérir un droit à la santé et à l'autonomie,
- Ainsi que le maintien et développement des services publics de proximité.

L'UCR CGT a décidé une campagne nationale auprès des retraités :

- Une consultation nationale « De quoi ai-je besoin pour vivre dignement »,
- La signature de la carte pétition « un bulletin de pension pour tous les retraités ».

AU NIVEAU DU POUVOIR D'ACHAT

L'augmentation des retraites complémentaires Agirc-Arrco de 1 % au 1^{er} novembre 2021 et des retraites de base (Sécu) de 1,1 % au 1^{er} janvier 2022, sont une véritable provocation au vu des données transmises par la Banque de France sur l'évolution des prix de plus de 3 % sur un an.

L'exigence immédiate de 300 euros et la revalorisation annuelle des pensions sur l'évolution du salaire moyen constituent une absolue nécessité face à l'explosion des prix. Les retraités ont perdu entre 10 et 12 % de leur pouvoir d'achat en 15 ans, soit plus d'un mois de pension par an ! C'est scandaleux, quand plus de 50% des retraités sont en dessous du Smic dont 37 % sont sous le seuil de pauvreté.

Les retraités ne sont pas des nantis, ni des privilégiés !

AU NIVEAU DE NOTRE PROTECTION SOCIALE

Nous exigeons une Sécurité sociale intégrale financée par les cotisations sociales et non par l'impôt et la CSG, couvrant tous les aléas de la vie (retraite, maladie, chômage, perte d'autonomie, etc.). Il n'y a qu'un mode de financement envisageable : l'augmentation de la part patronale des cotisations, d'autant que ces dernières années, elles ont été divisées par 2 lors de la transformation du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) en baisse de cotisations sociales.

La CGT continue de revendiquer par ailleurs le remboursement des 75 milliards d'exonération et baisses des cotisations accordées par le Gouvernement au patronat durant la pandémie.

Le scandale des Ehpad au sein des établissements des groupes ORPEA et KORIAN a mis en lumière les conditions vécues des personnes âgées, avec pénurie de personnels et matériels, avec dégradations des soins et non-respect humain.

La CGT dénonce la marchandisation de la santé de nos aînés les plus vulnérables face à des groupes qui réalisent des profits importants.

La CGT revendique la création d'un service public de la prise en charge de l'autonomie dans

le cadre de la branche maladie de la Sécurité sociale.

La Sécu nous appartient, salariés et retraités, car elle est le fruit de nos cotisations versées. La pandémie ne fait que mettre en exergue la situation catastrophique que vit notre système de santé après des années de réduction de moyens de la part des différents gouvernements qui se sont succédés.

120 000 lits fermés depuis 1996, près de 50 000 emplois de soignants disparus, une baisse drastique des formations en médecine entraînant de nombreux déserts médicaux... **Ca suffit, ensemble disons STOP !**

AU NIVEAU DES SERVICES PUBLICS

Nous exigeons des services publics de proximité avec des personnels en nombre et formés, garants d'une égalité de traitement et d'un accès sur tout le territoire. Il est inacceptable que 6,5 millions de personnes âgées n'aient aucun contact social et que le numérique devienne le seul moyen d'accéder aux services publics répondant aux besoins fondamentaux de notre société (accès au logement, aux transports, à l'énergie, au bureau de poste, à la trésorerie, etc.).

**CONSULTATION NATIONALE
UCR CGT EN LIGNE**



La journée d'actions unitaire des 9 organisations de retraités le 24 mars 2022 doit être l'occasion de nous exprimer ensemble et de nous faire entendre !

